

HISTOIRE DU TEMPS PRÉSENT ET CULTURE MÉMORIELLE EN EUROPE

[Christoph Cornelißen](#)

Armand Colin | « Histoire, économie & société »

2016/2 35 | pages 107 à 123

ISSN 0752-5702

ISBN 9782200930363

DOI 10.3917/hes.162.0107

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-histoire-economie-et-societe-2016-2-page-107.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Armand Colin.

© Armand Colin. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Histoire du temps présent et culture mémorielle en Europe¹

Christoph Cornelißen

Résumé

Partant du constat du dynamisme qui caractérise aujourd'hui la recherche sur la mémoire au sein de l'histoire du temps présent allemande, cette contribution commence par se pencher sur quelques-unes des raisons qui expliquent le succès de ce champ d'étude, en soulignant les impulsions importantes qui sont venues de France. L'article distingue ensuite les principales étapes de l'évolution différenciée des cultures mémorielles nationales depuis 1945. Une dernière partie, qui examine les influences que l'européisation de la mémoire a pu avoir sur les mémoires collectives nationales, conduit l'auteur à conclure que, indépendamment des nouvelles tendances à une européisation des mémoires publiques, les frontières nationales tout comme les anciennes frontières entre blocs ont conservé leur signification.

Abstract

The article, firstly, traces a number of reasons for the boom of memory studies in contemporary German history. This development cannot be understood without considering the transfer of concepts from France to Germany. Secondly, the contribution determines major steps in the emergence and consolidation of nationally differentiated cultures of memory. Thirdly and lastly, it deals with tendencies towards Europeanisation of collective memories. As regards this trend, it argues that both national boundaries and the old East-West division still retain their prime importance for public memory.

La mémoire n'a jamais occupé une place aussi importante qu'aujourd'hui. Les titres de nombreuses nouvelles publications historiques ainsi que les bibliographies sur le sujet indiquent en tout cas l'intérêt persistant pour un phénomène qui captive aussi bien la sphère politique que l'opinion publique au sens large depuis de nombreuses années déjà. Dans une certaine mesure, il est aujourd'hui « de bon ton » de se remémorer le passé si l'on veut être pris au sérieux politiquement. C'est pourquoi les responsables officiels s'excusent aujourd'hui en grande pompe pour des méfaits commis par leurs ancêtres, qui remontent

1. La traduction de cet article a été assurée par David Gallo (Université Lumière Lyon 2).

parfois très loin dans le passé². Un combat pour une place au premier rang dans la mémoire se livre depuis de nombreuses années déjà dans l'espace public, en particulier autour de thèmes de l'histoire du temps présent. C'est ce que désigne en anglais et en français le concept de *victimisation*. Concrètement, celui-ci attire l'attention sur le fait que, partout où l'État met à disposition des moyens financiers ou de quelque autre nature à des fins de commémoration officielle, les membres de différents groupes de victimes en exigent une part aussi importante que possible, afin de propulser le souvenir de leur destin sur le devant de la scène de l'opinion publique.

Dans ce contexte, il est fréquemment fait appel en Allemagne au concept de « culture mémorielle » (*Erinnerungskultur*), qui s'accompagne toutefois d'un certain flou. Il s'explique tout d'abord par le fait que ce concept se réfère d'une part à la mémoire visible dans l'espace public – il signifie alors concrètement des actes commémoratifs réalisés dans la sphère politique ou sociale ; d'autre part, il s'agit aussi d'un concept scientifique servant à une analyse des mémoires collectives et privées qui prend pour objets de ses recherches la dimension tant visible qu'invisible de la mémoire, mais tout aussi bien une mémoire devenue indicible à la suite de traumatismes subis³. L'on comprend aisément qu'un concept à l'acception aussi large soulève des problèmes, et l'on ne s'étonnera donc pas de ce que les tentatives faites jusqu'à présent pour le définir présentent des différences considérables.

Si l'on conçoit le terme de culture mémorielle selon la définition qu'en donne l'historien Hans Günter Hockerts, professeur émérite à l'université de Munich, il s'agit alors d'un concept très large, recouvrant « la totalité des usages non spécifiquement scientifiques de l'histoire dans l'espace public »⁴. Jan Assmann, égyptologue et professeur émérite à l'université d'Heidelberg, l'un des meilleurs connaisseurs de cette thématique, comprend pour sa part la culture mémorielle comme « un savoir sur le passé collectivement partagé, sur lequel un groupe s'appuie pour fonder la conscience qu'il a d'une unité et d'une particularité ». La culture mémorielle fournirait « le patrimoine singulier de textes, images et rites réutilisables, propre à chaque société et à chaque époque, » et qui lui permet, en les cultivant, de stabiliser l'image qu'elles se donnent d'elles-mêmes. Avec son épouse Aleida Assmann, angliciste à l'université de Constance, Jan Assmann souligne en outre la différence fondamentale qui existe selon lui entre une mémoire culturelle et une mémoire communicationnelle, cette dernière constituant une « mémoire de court terme » concernant en général un maximum de trois générations consécutives⁵.

Dans mes propres tentatives pour définir la culture mémorielle, j'en suis arrivé, sur la base d'une conception modérément relativiste de l'histoire comme science, à la réflexion que c'est une définition très extensive et attrape-tout qui rend le mieux justice aux nombreuses formes sous lesquelles les cultures mémorielles modernes se manifestent. Nous

2. Pour un point de vue polémique à ce sujet, Hermann Lübke, « *Ich entschuldige mich* ». *Das neue politische Bußritual*, Berlin, Siedler, 2001 ; ainsi que Christopher Daase, « Entschuldigung und Versöhnung in der internationalen Politik », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, vol. 63, 2013/25-26, p. 43-49.

3. Voir sur ce point l'ouvrage très éclairant d'Ulrich Lamparter *et al.* (dir.), *Zeitzeugen des Hamburger Feuersturms 1943 und ihre Familien. Forschungsprojekt zur Weitergabe von Kriegserfahrungen*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2013.

4. Hans Günter Hockerts, « Zugänge zur Zeitgeschichte. Primärerfahrung, Erinnerungskultur, Geschichtswissenschaft », dans *Verletztes Gedächtnis. Erinnerungskultur und Zeitgeschichte im Konflikt*, dir. Konrad H. Jarausch et Martin Sabrow, Frankfurt/Main, Campus, 2002, p. 39-73, ici p. 41.

5. Jan Assmann, *Das kulturelle Gedächtnis. Schrift, Erinnerung und politische Identität in frühen Hochkulturen*, München, Beck, 1997 ; Aleida Assmann, *Der lange Schatten der Vergangenheit. Erinnerungskultur und Geschichtspolitik*, München, C. H. Beck, 2006.

pouvons par conséquent désigner comme cultures mémorielles toutes les formes possibles de la mémoire publique se rapportant à des événements, personnalités ou processus historiques, dont sont porteurs des individus, des groupes sociaux ou même des nations⁶. L'un des objectifs centraux de cette approche est d'étudier en profondeur le phénomène de la nationalité et de la nationalisation des cultures mémorielles, si lourd de sens pour l'histoire européenne, car c'est précisément là que se trouve en dernier ressort la cause de la dynamique qui caractérise ce concept et qui apparaît inquiétante à beaucoup⁷.

Si nous suivons cette définition, il devient possible d'observer ainsi que d'analyser précisément les acteurs impliqués, opération au cours de laquelle différents groupes doivent être systématiquement différenciés, afin de ne pas tomber dans les embûches d'une perspective uniquement centrée sur l'État. Il s'agit en premier lieu des membres des générations qui ont fait directement l'expérience du passé, et de leur descendance, car ceux-ci constituent régulièrement des communautés entretenant le souvenir et son récit. S'y trouvent incluses les mémoires familiales qui se constituent à travers des processus intergénérationnels et qui peuvent souvent entrer en contradiction avec des cultures mémorielles bénéficiant d'une caution politique. En second lieu, il s'agit des membres des élites politiques, car celles-ci indiquent périodiquement les normes et les ruptures de tabous définissant ce qui est publiquement dicible. C'est justement ce qui a pu se transformer très fortement au fil des années et des décennies, comme l'étude de la culture des célébrations et commémorations officielles permet de le montrer. Il est cependant déterminant que la pratique des commémorations officiellement célébrées ait au fil du temps acquis un poids propre, de telle sorte que les significations qui lui sont associées aient pu s'implanter profondément dans le patrimoine mémoriel des nations. Quant à savoir ce qui est entré précisément dans ces mémoires publiquement entretenues, ce sont souvent les historiens qui en ont décidé – et parmi eux avant tout ceux qui se positionnaient comme défenseurs d'une historiographie porteuse d'une conscience nationale. À côté de ces derniers, les journalistes, en particulier ceux des médias électroniques, ont dernièrement fait entendre leur voix toujours plus fort, en partie de concert avec les historiens, mais aussi parfois en contradiction avec la science historique. Ce sont ces configurations qui expliquent aussi bien la dynamique continue des cultures mémorielles que leurs changements de direction, ce qui démontre que ces cultures ne doivent jamais être uniquement appréhendées à travers un prisme centré sur l'État ou de façon monolithique, mais qu'elles expriment au contraire le résultat de continues négociations sociales et politiques. Des tournants décisifs sur le plan qualitatif se sont ici toujours produits lorsque des dissonances sont apparues entre les acteurs évoqués précédemment, avec pour conséquence une transformation de la forme de la culture mémorielle.

La culture mémorielle et le boom de l'histoire du temps présent depuis les années 1990

L'important développement des recherches sur les cultures mémorielles contemporaines au sein du champ de l'histoire du temps présent, a beaucoup à voir avec le changement des formes d'une discipline dont les configurations générationnelles et les orientations méthodologiques se sont transformées en profondeur après la seconde guerre mondiale. C'est ainsi qu'en Allemagne, les membres d'une nouvelle génération qui n'avait vécu le

6. Christoph Cornelißen, « Was heißt Erinnerungskultur ? Begriff, Methoden, Perspektiven », *Geschichte in Wissenschaft und Unterricht*, 2003, p. 548-563 ; *id. et al.* (dir.), *Erinnerungskulturen. Deutschland, Italien und Japan seit 1945*, Frankfurt/Main, Fischer, 2003.

7. *Id.*, « Die Nationalität von Erinnerungskulturen als ein gesamteuropäisches Phänomen », *Geschichte in Wissenschaft und Unterricht*, 2011, p. 5-16.

« Troisième Reich » qu'à l'âge de l'enfance ou de l'adolescence, ont occupé à partir de la fin des années 1960 les chaires universitaires devenues vacantes, ce qui, sur le plan méthodologique, a entraîné dans un premier temps le développement de l'histoire sociale et culturelle⁸. Mais c'est seulement dans le courant des années 1990 qu'une césure décisive s'est produite, sous l'effet de la poursuite du renouvellement générationnel. L'on peut en fait parler pour les vingt-cinq dernières années d'un véritable pic conjoncturel de la recherche en histoire du temps présent, au sein de laquelle les études sur l'histoire des cultures mémorielles ont pris une place de premier plan⁹.

Ce boom est dû, en premier lieu, à la rupture politique historique qui est intervenue en Allemagne de l'Est ainsi que dans toute l'Europe orientale. Parmi les effets de cette rupture, l'on compte le fait que de nombreux monuments aient été détruits, rasés, réaménagés, ou remplacés par de nouveaux dispositifs commémoratifs. Dans ce même contexte, des milliers de noms de rue ou d'espaces publics ont été changés, et les symboles éatiques remaniés. La conception de la mise en scène politique déployée dans le cadre de célébrations commémoratives officielles a, elle aussi, connu des transformations inévitables à partir de 1989-1990. Bien qu'une transformation comparable puisse être observée dans toute l'Europe, les interventions et réaménagements ont été particulièrement importants en Europe de l'Est, tant du point de vue quantitatif que qualitatif¹⁰. Lorsque les gouvernements des régimes communistes ont perdu le pouvoir, les grands « récits nationaux » de l'histoire qu'ils laissaient en héritage se trouvèrent également sous la pression de mémoires sociales concurrentes¹¹. C'est ainsi qu'en RDA le mythe antifasciste cultivé pendant plusieurs décennies a pris fin. Ce mythe permettait d'un côté de surmonter le passé national-socialiste, conférant à la masse de la population le statut de victime afin que celle-ci puisse s'impliquer activement dans la construction d'une démocratie socialiste ; mais d'autre côté l'héroïsation de la résistance communiste au régime nazi avait pour effet de ne laisser aucune place au meurtre de masse des Juifs dans la mémoire collective¹². Cette situation a connu une transformation fondamentale depuis les années 1990 parce que, tout comme dans de nombreux autres pays, des mémoires collectives – dont certaines avaient été ensevelies pendant plusieurs décennies – se sont à nouveau fait entendre. L'on pense ici principalement au retour progressif à la surface de la présence juive en Europe de l'Est avant le déclenchement de la seconde guerre mondiale, mais aussi aux mémoires collectives de nombreuses minorités ethniques.

Cependant, les bouleversements intervenus depuis 1989-1990 n'ont pas seulement donné des impulsions importantes aux cultures mémorielles. La recherche en histoire du temps présent a elle-même connu une transformation et une expansion considérable. La fondation de nouveaux instituts de recherche, comme le *Zentrum für Zeithistorische*

8. Voir à ce sujet Christoph Cornelißen (dir.), *Geschichtswissenschaft im Geist der Demokratie. Wolfgang J. Mommsen und seine Generation*, Berlin, Akademie, 2010.

9. Alexander Nützenadel et Wolfgang Schieder (dir.), *Zeitgeschichte als Problem. Nationale Traditionen und Perspektiven der Forschung in Europa*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2004.

10. Rudolf Jaworski, « Vergangenheiten auf dem Prüfstand. Alte und neue Gedächtnisorte in Osteuropa nach dem Sturz des Kommunismus », dans *Gedächtnisorte in Osteuropa*, dir. Jan Kusber et Ludwig Steindorff, Frankfurt/Main, Peter Lang, 2003, p. 11-25, ici p. 14 ; Christoph Cornelißen et al. (dir.), *Diktatur-Krieg-Vertreibung. Erinnerungskulturen in Tschechien, der Slowakei und Deutschland seit 1945*, Essen, Klartext, 2005.

11. Les contributions réunies par Monika Flacke (dir.), *Mythen der Nationen. Ein europäisches Panorama*, 2^e éd., München, Koehler & Amelang, 2001, représentent une bonne introduction à l'étude de cette mutation.

12. Jeffrey Herf, « Hegelianische Momente. Gewinner und Verlierer in der ostdeutschen Erinnerung an Krieg », dans *Erinnerungskulturen : Deutschland, Italien und Japan seit 1945*, dir. Christoph Cornelißen, Lutz Klinkhammer et Wolfgang Schwenker, Frankfurt/Main, Fischer, 2003, p. 98-109.

Forschung (« Centre de recherches en histoire du temps présent ») de Potsdam et le *Hannah-Arendt-Institut für Totalitarismusforschung* (« Institut Hannah Arendt pour la recherche sur le totalitarisme ») à la *Technische Universität* de Dresde en ont été des manifestations visibles. Au même moment, après la chute de la RDA, un débat particulièrement vif sur le concept et les méthodes de l'histoire du temps présent a éclaté, qui portait avant tout sur la question de savoir comment le passé du défunt État communiste pouvait être intégré à un nouveau récit d'ensemble de l'histoire allemande¹³.

L'intérêt croissant pour les recherches sur les cultures mémorielles qui a caractérisé les années 1990 résulte, deuxièmement, de développements sociaux et culturels de plus long terme. En effet, l'intérêt social croissant pour la ressource « mémoire » ne peut être compris que si on le replace devant l'arrière-plan de la profonde transformation sociale et économique qui caractérise cette époque, à savoir l'histoire d'après les Trente glorieuses¹⁴. Il s'agit au fond d'une nouvelle période de l'histoire européenne, qui a été marquée de façon toujours plus forte par des crises économiques, des changements conjoncturels et par des affrontements sociaux d'une intensité croissante – situation qui présente un contraste aigu avec la phase « séculaire » de croissance économique qui avait suivi la seconde guerre mondiale. Ces dynamiques, mais aussi un niveau d'éducation ascendant au sein de groupes sociaux plus larges, ont eu pour conséquence une augmentation de la demande de mémoire à partir de ce moment-là. Dans ses travaux d'histoire de la mémoire, Pierre Nora a été l'un des premiers à pointer les conséquences de cette transformation, dans la mesure où la décomposition progressive des « milieux de mémoire » traditionnels suscitait le besoin croissant d'une mémoire institutionnelle et enracinée. En Allemagne de l'Ouest, les premiers signes annonciateurs de cette évolution peuvent être repérés dans les années 1970, lorsque, dans le cadre des expositions organisées officiellement par les *Länder* – par exemple celle de 1977 concernant la dynastie des Hohenstaufen en Bade-Wurtemberg – des manifestations très marquantes pour le public ont été mises en scène, afin de satisfaire un intérêt pour un passé lointain qui semblait au départ avoir un caractère plutôt nostalgique. La tendance à la muséification a toutefois perduré ensuite et depuis les années 1990, elle a eu pour conséquence, avec la fondation de nouveaux mémoriaux dédiés à l'époque national-socialiste d'une part, mais aussi à la mémoire du régime du SED en RDA d'autre part, de créer un lien réciproque très étroit entre la conduite de la recherche en histoire du temps présent et les institutions de la culture mémorielle moderne.

La croissance rapide que l'intérêt pour l'analyse des cultures mémorielles a connue en Allemagne depuis les années 1990 et la popularité remarquablement précoce de ce domaine de recherche sont dues, troisièmement, à un transfert d'idées franco-allemand. La traduction rapide d'extraits des textes de Pierre Nora se rapportant à la culture mémorielle sous le titre *Zwischen Geschichte und Gedächtnis* (« Entre histoire et mémoire »)¹⁵ a constitué un terreau décisif, qui explique que cette nouvelle branche de la recherche ait trouvé très tôt ses adeptes, en Allemagne comme en France. Dans ce contexte, l'intérêt renouvelé pour les écrits de Maurice Halbwachs et sa théorie de la « mémoire collective » a également joué

13. Horst Möller, « Zeitgeschichte – Fragestellungen, Interpretationen, Kontroversen », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, 1988/2, p. 3-16. Hans Günter Hockerts, « Zeitgeschichte in Deutschland : Begriff, Methoden, Themenfelder », *Historisches Jahrbuch*, vol. 113, 1993, p. 98-127 ; Christoph Kleßmann et Martin Sabrow, « Zeitgeschichte in Deutschland nach 1989 », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, 1996/39, p. 3-14 ; Christoph Kleßmann, *Zeitgeschichte in Deutschland nach dem Ende des Ost-West Konflikts*, Essen, Klartext, 1998.

14. Anselm Doering-Manteuffel et Lutz Raphael, *Nach dem Boom. Perspektiven auf die Zeitgeschichte seit 1970*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2008.

15. Pierre Nora, *Zwischen Geschichte und Gedächtnis. Die Gedächtnisorte*, Berlin, Wagenbach, 1991 ; Pierre Nora, *Les Lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1992-1994.

un rôle important¹⁶, même si l'on peut retrouver des prémices de ces réflexions loin en arrière, sous la forme de l'approche de l'oubli et du souvenir par l'histoire culturelle¹⁷. On pourrait également pointer le rôle de la traduction en allemand de textes choisis de Maurice Agulhon sur l'iconographie politique (*Der vagabundiere Blick*, 1995)¹⁸ ou de Paul Ricœur à propos de la relation entre le souvenir et l'oubli (*Das Rätsel der Vergangenheit*, 1998)¹⁹. Cependant, c'est la publication des trois volumes des « Lieux de mémoire allemands » (*Deutsche Erinnerungsorte*) qui a en fin de compte permis à la recherche sur la culture mémorielle d'opérer sa percée décisive et d'acquérir rapidement sa popularité. À travers cette publication, Étienne François, historien français travaillant à Berlin, joua un rôle important comme médiateur, et c'est avant tout à son influence que le concept des « lieux de mémoire » ainsi que les débats français qui s'y rapportent doivent leur entrée dans la recherche allemande en histoire du temps présent²⁰. Des projets parallèles portant sur les lieux de mémoire nationaux ont été de surcroît publiés dans de nombreux autres pays tels que les Pays-Bas, le Danemark ou différents pays d'Europe centrale. Il a certes fallu attendre quelques années encore, avant qu'un volume supplémentaire ne prenne également pour objet les lieux de mémoire de la RDA²¹. Mais c'est seulement au cours des dernières années que ces projets ont été élargis par la tentative de sonder les interconnexions transnationales ou bien encore « l'histoire croisée » de lieux de mémoire en Europe²².

Quatrièmement, la commémoration du cinquantième anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale a donné une impulsion décisive au développement de l'intérêt pour les cultures mémorielles²³. Compte tenu du changement générationnel en cours, la question de savoir quels aspects de cet événement si meurtrier pour l'Europe doivent encore avoir une place dans les cultures mémorielles nationales s'est posée depuis lors avec une acuité toujours plus grande. Ce n'est dès lors pas un hasard que le philosophe et sociologue Hermann Lübbe ait déclenché dès 1983 un vaste débat public en Allemagne de l'Ouest, autour de la thèse selon laquelle la réserve dans le traitement du passé nazi des individus et des institutions, qui a caractérisé les premières années d'après 1945, s'explique par les tentatives d'intégrer les « acteurs du passé » dans le nouvel État démocratique²⁴. Il ne s'agissait rétrospectivement que d'un signe avant-coureur des controverses bien plus

16. Voir à ce sujet Klaus Große-Kracht, « Gedächtnis und Erinnerung : Maurice Halbwachs – Pierre Nora », *Geschichte in Wissenschaft und Unterricht*, 1996, p. 21-31.

17. Claus von Bormann, « Erinnerung », dans *Historisches Wörterbuch der Philosophie*, dir. Joachim Ritter, t. 2, Basel, Schwabe Verlag, 1972, p. 635-644 ; Reinhart Herzog, « Zur Genealogie der Memoria », dans *Memoria. Vergessen und Erinnern*, dir. Anselm Haverkamp et Renate Lachmann, München, Wilhelm Fink, 1993, p. 3-8.

18. Maurice Agulhon, *L'Histoire vagabonde*, 2 vol., Paris, Gallimard, 1988 ; trad. allemande : *Der vagabundierende Blick*, Frankfurt/Main, Fischer, 1995.

19. Paul Ricœur, *Das Rätsel der Vergangenheit. Erinnern – Vergessen – Verzeihen*, Göttingen, Wallstein, 1998.

20. Étienne François et Hagen Schulze (dir.), *Deutsche Erinnerungsorte*, 3 vol., München, C.H. Beck, 2001.

21. Mario Isnenghi (dir.), *I luoghi della memoria*, 3 vol., Roma, Editori Laterza, 1996/1997 ; Pim den Boer et Willem Frijhoff (dir.), *Lieux de mémoire et identités nationales*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 1993 ; Ole Feldbaek (dir.), *Dansk identitetshistorie*, Kopenhagen, C.A. Reitzel, 1992 ; Moritz Csáky (dir.), *Collective Identities in Central Europe in Modern Times*, Bratislava, Inst. of History of the Slovak Academy of Sciences, 1999 ; Martin Sabrow (dir.), *Erinnerungsorte der DDR*, München, C.H. Beck, 2009.

22. Hans Henning Hahn et Robert Traba (dir.), *Deutsch-Polnische Erinnerungsorte*, Paderborn, Schöningh, 2013.

23. Jörg Echternkamp et Stefan Martens (dir.), *Experience and Memory. The Second World War in Europe*, New York, Berghahn, 2010.

24. Hermann Lübbe, « Der Nationalsozialismus im deutschen Nachkriegsbewußtsein », *Historische Zeitschrift*, vol. 236, 1983, p. 579-599, ici p. 587.

houleuses qui ont caractérisé la décennie suivante. Car c'est seulement après l'ouverture des archives en Europe de l'Est qu'une étude globale des causes et conséquences de la Shoah s'est engagée en Allemagne. Elle a permis d'établir bien plus précisément qu'au cours des années d'avant 1989/1990, la façon précise dont les meurtres s'étaient déroulés et de quelle façon la *Wehrmacht* et les troupes de la guerre idéologique avaient coopéré à la réalisation de cette entreprise, mais aussi de montrer à quel point ces forces étaient dépendantes de la collaboration d'acteurs locaux pour leurs actions²⁵. Le fait que les crimes perpétrés par les soldats allemands dans de nombreux pays dans le cadre des opérations de lutte contre les partisans aient été alors pour la première fois révélés à une large fraction de l'opinion s'est avéré tout aussi important²⁶.

Cinquèmement, différentes controverses historico-politiques survenues depuis les années 1990 ont entraîné la création d'une connexion étroite entre la recherche en histoire du temps présent et les cultures de la mémoire qui l'incluent. Un premier grand débat s'est noué autour de la question des réparations dues aux victimes du travail forcé, l'intensité des discussions qui ont eu lieu ne s'expliquant nullement par la seule importance des implications financières de cette question, mais avant tout par le fait que l'exploitation de millions de personnes pendant la seconde guerre mondiale, chapitre longtemps occulté de l'histoire, s'imposait à présent à la conscience de larges pans de l'opinion. Le nom de la fondation spécialement créée pour l'occasion, « Mémoire, Responsabilité et Avenir » (*Erinnerung, Verantwortung und Zukunft*), suffit à lui seul à donner une idée de l'étroitesse des rapports qui ont uni depuis lors la culture mémorielle et la politique, mais aussi la science historique et la mémoire²⁷. Un autre débat qui a enflammé une large part de la société a porté sur la complicité de la *Wehrmacht* dans la Shoah. Une « exposition sur la Wehrmacht » conçue par l'Institut de Hambourg pour la recherche sociale (*Hamburger Institut für Sozialforschung*) a joué un grand rôle dans cette affaire, en utilisant la documentation photographique comme support pour porter en quelque sorte l'accusation contre des criminels issus des rangs de l'armée allemande. Même si beaucoup des faits montrés par l'exposition étaient connus de la recherche historique depuis longtemps déjà et même si l'identification des situations photographiées reposait en partie sur des erreurs, ce qui rendit nécessaire une refonte en profondeur de l'exposition, celle-ci a provoqué une considérable mobilisation dans le public, parfois même accompagnée de confrontations violentes²⁸. Un troisième débat qui a électrisé l'opinion publique fut déclenché par le politiste américain Daniel Goldhagen. Dans son livre sur les « bourreaux volontaires de Hitler », il prétend qu'un « antisémitisme éliminationniste », enraciné depuis longtemps dans la société allemande, peut être identifié comme la cause la plus importante du meurtre

25. Ulrich Herbert (dir.), *Nationalsozialistische Vernichtungspolitik 1939-1945. Neue Forschungen und Kontroversen*, Frankfurt/Main, Fischer, 1998.

26. Rolf-Dieter Müller et Hans-Erich Volkmann (dir.), *Die Wehrmacht. Mythos und Realität*, München, Oldenbourg, 1999.

27. Constantine Goschler (dir.), *Die Entschädigung von NS-Zwangsarbeit am Anfang des 21. Jahrhunderts. Die Stiftung « Erinnerung, Verantwortung und Zukunft » und ihre Partnerorganisationen*, Göttingen, Wallstein, 2012 ; Hans Günter Hockerts, Claudia Moisel et Tobias Winstel (dir.), *Grenzen der Wiedergutmachung. Die Entschädigung für NS-Verfolgte in West- und Osteuropa 1945-2000*, Göttingen, Wallstein, 2006.

28. Voir Hamburger Institut für Sozialforschung (dir.), *Verbrechen der Wehrmacht. Dimensionen des Vernichtungskrieges 1941-1944*, Hambourg, Hamburger Edition, 2002 ; Christian Hartmann, Johannes Hürter et Ulrike Jureit (dir.), *Verbrechen der Wehrmacht. Bilanz einer Debatte*, München, Beck, 2005 ; Hans Ulrich Thamer, « Eine Ausstellung und ihre Folgen. Impulse der Wehrmachtausstellung für die historische Forschung », dans *Gesellschaft – Gewalt – Vertrauen. Jan Philipp Reemtsma zum 60. Geburtstag*, dir. Ulrich Bielefeld, Hambourg, Hamburger Edition, 2012, p. 489-503.

en masse des Juifs d'Europe²⁹. Même si sa thèse s'avère schématique et qu'elle est apparue proprement absconse à de nombreux lecteurs, elle a néanmoins contribué à faire connaître pour la première fois à de larges parts de la société allemandes les massacres commis à la fin de la seconde guerre mondiale ainsi que les circonstances dans lesquelles se sont déroulées les marches de la mort.

Quelle qu'ait pu être l'impulsion décisive que tous ces débats ont donnée à la recherche, tant sur les « architectes de l'extermination »³⁰ que sur les différents acteurs ou groupes d'acteurs des politiques criminelles nazies, l'on ne doit cependant pas perdre de vue qu'un net déplacement de focale s'est engagé en parallèle au sein des cultures mémorielles nationales de nombreux pays. Car ce sont désormais les victimes de la Shoah qui ont pris de plus en plus fréquemment la place autrefois occupée par les « héros de la nation » au centre des commémorations officielles. Il s'est agi ici, pour reprendre la formule d'Henry Rousso, d'un changement décisif des formes du regard porté sur le passé, marqué par le passage d'un prisme politique à un prisme moral – un mouvement qui devait devenir la marque distinctive d'une culture mémorielle qui n'est en aucun cas seulement allemande, mais s'impose à l'échelle internationale³¹. L'on peut y voir avec François Hartog un nouveau « régime d'historicité » désignant ici un nouveau présentisme, qui veut de façon croissante saisir l'histoire depuis notre point de vue contemporain³². Sans aucun doute, les nouveaux modes de représentation de l'histoire – c'est-à-dire les expositions historiques, les programmes historiques à la radio, à la télévision ou sur internet – jouent un rôle important dans ce processus, mais d'autres formes populaires de transmission de l'histoire dans l'opinion y participent également. L'on ne peut comprendre cette situation que si l'on prend en considération la signification centrale que la mémoire de la seconde guerre mondiale s'était vue assigner dans les cultures nationales de la plupart des pays d'Europe depuis 1945.

La Seconde Guerre mondiale au miroir des cultures mémorielles nationales

Une position exceptionnelle dans l'étude des cultures mémorielles nationales dans l'Europe du XX^e siècle revient sans aucun doute aux deux guerres mondiales et à leurs conséquences. La vague de commémorations officielles qui a accompagné l'année du *Centenaire* a démontré récemment encore l'importance que le souvenir de la première guerre mondiale a pour le public³³. Concernant le second après-guerre – auquel je limite ici ma réflexion – la recherche historique des dernières décennies a mis au jour trois principales étapes chronologiques différentes, qui révèlent une interaction continue entre expériences du présent, recherche en histoire du temps présent et redéfinition de la culture mémorielle. Il

29. Sur ce débat, voir le livre de Daniel Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners. Ordinary Germans and the Holocaust*, New York 1996 ; traduction française : *Les Bourreaux volontaires de Hitler. Les Allemands ordinaires et l'Holocauste*, Paris, Seuil, 1997 ; Johannes Heil et Rainer Erb (dir.), *Geschichtswissenschaft und Öffentlichkeit. Der Streit um Daniel J. Goldhagen*, Frankfurt/Main, Fischer, 1998.

30. Götz Aly et Susanne Heim, *Vordenker der Vernichtung. Auschwitz und die deutschen Pläne für eine neue europäische Ordnung*, Frankfurt/Main, Fischer, 2013 ; traduction française : *Les Architectes de l'extermination*, Paris, Calmann-Lévy, 2006.

31. Henry Rousso, « Eine neue Sicht des Krieges », dans *Der Zweite Weltkrieg in Europa. Erfahrungen und Erinnerungen*, dir. Jörg Echternkamp et Stefan Martens, Paderborn, Schöningh, 2007, p. 269-276, ici p. 275.

32. François Hartog, *Régimes d'historicité. Présentisme et expérience du temps*, Paris, Le Seuil, 2003.

33. Johannes Großmann, « 1914 als europäischer Erinnerungsort ? Geteiltes, paralleles und gemeinsames Gedenken an den Beginn des Ersten Weltkriegs », dans *Wandel, Umbruch, Absturz. Perspektiven auf das Jahr 1914*, dir. Jürgen Angelow et *id.*, Stuttgart, Steiner, 2014, p. 219-231 ; Barbara Korte, Sylvia Paletschek et Wolfgang Hochbruck (dir.), *Der Erste Weltkrieg in der populären Erinnerungskultur*, Essen, Klartext, 2008.

me semble en premier lieu exister un consensus sur le fait que les deux premières décennies du second après-guerre ont été nettement marquées en Europe du sceau de l'oubli, d'un silence éloquent, de l'exclusion et de l'omniprésence d'une vision du passé centrée sur la nation. De façon notable, ce constat vaut tout autant pour les nations vaincues que pour les vainqueurs de la seconde guerre mondiale, bien que de très nombreuses différences apparaissent pour ce qui est des groupes de victimes ainsi que des destructions matérielles.

Dans le cas de l'Allemagne de l'Ouest en particulier, l'on a souvent évoqué le contraste appuyé entre la réalité concrète de l'expérience de la guerre, de l'extermination et des pertes matérielles et humaines subies par des millions de personnes d'une part, et la quasi-disparition sémantique de ces souvenirs concrets dans l'espace public jusqu'à un point avancé des années 1960 d'autre part³⁴. Cette disparition sémantique ou même ce refoulement, qui se sont manifestés ici dans les deux premières décennies d'après 1945 – à côté des premiers signes d'une *Vergangenheitsbewältigung*, confrontation tout à fait constructive aux responsabilités découlant des crimes du « Troisième Reich » – présentent cependant de nombreux parallèles avec des développements analogues survenus dans d'autres pays d'Europe de l'Ouest. La France en offre un exemple qui vient immédiatement à l'esprit, dans la mesure où la collaboration du régime de Vichy avec le national-socialisme est demeurée occultée de la culture mémorielle française pendant environ deux décennies³⁵. Un regard sur d'autres pays permet d'élargir ces exemples à un horizon européen. C'est ainsi que le cas des Pays-Bas montre que là aussi, jusqu'au milieu des années 1960, c'est presque exclusivement l'image de la résistance contre l'occupant allemand, « petite, mais particulièrement courageuse », qui fut cultivée, avant que la critique d'une interprétation aussi insuffisante, d'abord confinée à des cercles restreints, ne s'éveille. *A contrario*, partout où une guerre civile avait fait rage parallèlement à la résistance contre les troupes d'occupation étrangères – ainsi en Italie, en Grèce et dans les territoires de l'ex-Yougoslavie – le paysage mémoriel se trouva particulièrement fragmenté et conflictuel³⁶. Les tensions étaient donc inévitables, et elles ne furent pas évitées, ne serait-ce que parce que tous ces pays marchaient sur la corde raide. D'une part, les responsables politiques qui se trouvaient aux commandes durant les deux premières décennies de l'après-guerre durent satisfaire à la nécessité d'occulter le passé au nom de la reconstruction nationale ; d'autre part, il fallut honorer les « héros » et les « victimes » de façon appropriée et mener simultanément des procès contre les collaborateurs, les fascistes et les antisémites « autochtones »³⁷. Sans même parler des entrelacements historiques si importants pour les cultures mémorielles – par exemple ceux qui relient l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie – et qui conduisirent à un curieux mélange d'occultations et d'appropriation sélective dans le souvenir de la seconde guerre mondiale³⁸. Dans l'ensemble, une perspective rétrospective sur cette première phase permet ainsi de constater une harmonie proprement saisissante des discours commémoratifs officiels des différents pays. Tandis que la chape d'une culture mémorielle très largement

34. Norbert Frei, *1945 und wir. Das Dritte Reich im Bewußtsein der Deutschen*, München, Beck, 2005.

35. Éric Conan et Henry Rousso, *Vichy. Un passé qui ne passe pas*, Paris, Fayard, 1994.

36. Richard Ned Lebow *et al.* (dir.), *The Politics of Memory in Postwar Europe*, Durham, Duke University Press, 2006 ; Kerstin von Lingen (dir.), *Kriegserfahrung und nationale Identität in Europa nach 1945. Erinnerung, Säuberungsprozesse und nationales Gedächtnis*, Paderborn, Schöningh, 2009.

37. Henry Rousso, « Das Dilemma eines europäischen Gedächtnisses », *Zeithistorische Forschungen*, 2004/3 (<http://zeithistorische-forschungen.de/site/40208268/default.aspx>).

38. Christoph Cornelißen, « Erinnerungskulturen in Deutschland, Österreich und Italien seit 1945 », dans *Italien, Österreich und die Bundesrepublik Deutschland in Europa. Ein Dreiecksverhältnis in seinen wechselseitigen Beziehungen und Wahrnehmungen von 1945/49 bis zur Gegenwart*, dir. Michael Gehler et Maddalena Guiotto, Köln/Wien, Böhlau, 2012, p. 369-379.

prescrite en dernier ressort par les Soviétiques couvrit les cultures nationales à l'est de l'Europe, les cultures d'Europe de l'Ouest laissèrent la plupart du temps les chapitres les plus sombres du passé national plutôt dans le flou ; ce sont les victimes nationales qui se trouvèrent régulièrement au premier plan de la mémoire officielle. Si des mémoires discordantes tentaient de se faire entendre dans l'opinion, elles se trouvaient marginalisées ou même réduites au silence. Dans la mesure où durant cette première phase, l'histoire du temps présent elle aussi argumentait la plupart du temps au service de l'affirmation nationale, la recherche historique sur la Shoah ne joua dans un premier temps qu'un rôle réduit, quand elle ne fut pas tout simplement absente.

Le caractère national des cultures mémorielles européennes continua de marquer la seconde phase, du milieu des années 1960 à la fin des années 1980. Bien que la focale du souvenir officiel se déplaçât, et qu'une tonalité plus critique envers la nation, portée par la science historique, et parfois également par la politique, se fît progressivement entendre dans les débats, c'est malgré tout la nation qui continua de constituer le cadre de référence préférentiel. L'on ne doit cependant pas pour autant perdre de vue des changements essentiels, car chaque nation avait beaucoup à balayer devant sa propre porte. Dans le cas ouest-allemand, l'on peut par exemple noter une modification progressive du traitement réservé aux lieux de la terreur dans les villes et les communes, des évolutions discursives dans les allocutions commémoratives officielles, ou encore le timide début d'une recherche critique sur les acteurs des crimes du nazisme³⁹. Il faut en outre souligner la contribution remarquable qu'une dynamique d'« histoire d'en bas » apporta au cours de cette phase au démantèlement d'un intérêt pour des lieux de mémoire qui accordait pour la première fois une attention accrue à la terreur et la politique d'oppression national-socialiste telles qu'elles s'étaient déroulées au cœur même de la société allemande⁴⁰. En parallèle, les dichotomies victimes/bourreaux héritées de la période précédente se trouvèrent également remises en question dans d'autres pays d'Europe. C'est ainsi que la population des Pays-Bas prit pour la première fois connaissance de l'implication d'acteurs locaux dans l'extermination des Juifs. Dans les médias également, le thème de la collaboration devint un objet d'une importance quasi-traumatique, à l'occasion de grandes séries télévisées. L'on peut de surcroît observer comment les questions portant sur la collaboration entre occupants et occupés ainsi que sur l'antisémitisme autochtone des pays occupés ou alliés avec le Troisième Reich acquirent progressivement, au cours des années 1970, une place au premier plan d'un intérêt social plus large que par le passé, et ce presque dans l'ensemble de l'Europe de l'Ouest.

Tout ceci ne signifie certes pas encore que les mémoires qu'entourait jusque-là une auréole mythique se soient trouvées, dans un même mouvement, instantanément déconstruites. C'est fréquemment le contraire qui se produisit – ainsi par exemple, c'est seulement au cours de cette seconde phase que la *Resistenza* italienne fut, à travers d'innombrables discours de célébration et de commémoration, érigée en un mouvement idéaliste des masses, tandis que les contradictions internes et la multiplicité des motifs très différents qui caractérisaient en réalité les acteurs contemporains passèrent toujours plus nettement au second plan. Il paraît significatif qu'à ce moment-là, la recherche sur la Shoah s'intensifia considérablement et qu'une réflexion plus concrète sur les acteurs des crimes commença à se manifester, même si des points aveugles notables demeuraient pour ce qui est des victimes,

39. Detlef Hofmann (dir.), *Das Gedächtnis der Dinge. KZ-Relikte und KZ-Denkmäler 1945-1995*, Frankfurt/Main, Campus, 1998 ; Gabriele Hammermann et Dirk Riedel (dir.), *Sanierung, Rekonstruktion, Neugestaltung. Zum Umgang mit historischen Bauten in Gedenkstätten*, Göttingen, Wallstein, 2014.

40. Wolfgang Benz (dir.), *Orte der Erinnerung 1945 bis 1995*, Dachau, Verlag Dachauer Hefte, 1995.

c'est-à-dire avant tout des victimes juives⁴¹. Le renouvellement constant des générations et la transformation des conditions socio-économiques eurent néanmoins pour effet d'entraîner une mutation des formes des cultures mémorielles. La disposition à se confronter aux zones d'ombre du passé, qui trouva également un écho dans le discours commémoratif officiel de ces années, ne fut pas le moindre des symptômes de ce changement.

C'est cependant seulement au cours de la troisième phase, à partir de la fin de la guerre froide, que l'on peut parler d'une percée d'une pluralité interne fondamentale au sein des cultures mémorielles nationales. Simultanément, le regard s'élargit également, dépassant le cadre des frontières de chaque nation pour embrasser de nouveaux groupes de victimes⁴². Dans le cadre de cette mutation, les gouvernements entreprirent pour la première fois de s'excuser pour la politique criminelle menée par leurs États dans le passé, allant de surcroît jusqu'à reconnaître officiellement la culpabilité de leur propre nation. Ils promulguèrent également le plus souvent aussi de nouvelles directives officielles pour le traitement de ces thématiques au sein des écoles. Cette troisième phase est en outre caractérisée par le fait que c'est seulement à ce moment que la recherche sur la Shoah embrassa l'ensemble de l'arrière-plan politique et social de l'événement, le rendant accessible au public⁴³. Des thèmes qui avaient auparavant fait l'objet du silence des autorités pendant des décennies, tels que les viols commis à la fin de la seconde guerre mondiale, attirèrent de surcroît pour la première fois l'attention de la recherche historique. Ce n'est également nullement un hasard si d'autres groupes collectifs marginalisés dans les cultures mémorielles comme les Roms, les homosexuels ou les handicapés reçurent pour la première fois la reconnaissance officielle due à leur destin pendant et après le « Troisième Reich »⁴⁴.

En liaison étroite avec ces dynamiques, les récits nationaux du passé se transformèrent également, en accordant toujours plus fréquemment aux victimes juives une place de premier plan dans les cultures mémorielles officielles. Différents observateurs ont évoqué dans ce contexte un « changement de paradigme, d'une vision héroïque de l'histoire à une vision victimaire », phénomène qui aurait eu pour conséquence une sur-identification avec les victimes pouvant apparaître problématique⁴⁵. Au-delà, il convient de prendre en compte le fait que les débats menés désormais avec plus d'intensité dans le champ de la recherche en histoire du temps présent, ainsi que leurs résultats, n'atteignirent nullement toutes les strates sociales qui composent les cultures mémorielles. Les mémoires familiales présentaient de toute façon une propension généralement considérable à demeurer dans le déni, y compris, et très souvent, lorsque celui-ci portait sur des faits considérés comme acquis par la recherche⁴⁶. Autant les directives officielles données à l'échelon national incitèrent à une pluralisation des commémorations, autant certains individus ou des groupes entiers à l'échelle de régions ou de villes s'opposèrent à ce mouvement. Plus encore, la montée du

41. Harald Welzer, *Der Krieg der Erinnerung. Holocaust, Kollaboration und Widerstand im europäischen Gedächtnis*, Frankfurt/Main, Fischer, 2007.

42. Voir Katrin Hammerstein et al. (dir.), *Aufarbeitung der Diktatur, Diktat der Aufarbeitung ? Normierungsprozesse beim Umgang mit diktatorischer Vergangenheit*, Göttingen, Wallstein, 2009.

43. Frank Bajohr (dir.), *Der Holocaust. Ergebnisse und neue Fragen der Forschung*, Frankfurt/Main, Fischer, 2015.

44. Regis Schlagdenhauffen, *Triangle rose : la persécution nazie des homosexuels et sa mémoire*, Paris, Autrement, 2011.

45. Ulrike Jureit, « Normative Verunsicherungen. Die Besichtigung einer erinnerungspolitischen Zäsur », dans *Das Unbehagen an der Erinnerung. Wandlungsprozesse im Gedenken an den Holocaust*, dir. Margrit Frölich et al., Frankfurt/Main, Brandes & Apsel, 2012, p. 37-54.

46. Harald Welzer, Sabine Moller et Karoline Tschuggnall (dir.), « Opa war kein Nazi ». *Nationalsozialismus und Holocaust im Familiengedächtnis*, Frankfurt/Main, Fischer, 2002.

populisme de droite en Europe s'accompagna dès les années 1980 du désir ouvertement affiché et toujours plus marqué de rompre avec la supposée exagération des facettes sombres de l'histoire nationale⁴⁷. En Allemagne, l'impact des guerres de Yougoslavie et de leurs conséquences donna naissance à une dynamique supplémentaire, l'histoire de l'exode et des expulsions des populations germanophones d'Europe orientale et centrale après 1945 devenant un thème marquant de la culture mémorielle⁴⁸. Ce mouvement, qui se manifesta dans un premier temps comme une critique encore relativement prudente d'une interprétation trop étroite et normative de la commémoration politique de la seconde guerre mondiale, prit par la suite la dimension d'une protestation politique véhémement, qui se prolonge jusqu'à aujourd'hui et s'est cristallisée entre-temps autour de la question de la création d'un nouveau « centre contre les déplacements forcés de populations »⁴⁹. La concurrence pour une place prééminente dans le discours national sur les victimes, dont cet épisode offre une manifestation, appartient depuis le tournant du nouveau siècle aux phénomènes qui accompagnent de façon récurrente les affrontements mémoriels dans l'opinion publique de nombreux pays d'Europe. Ceci se manifeste notamment par le fait que le continent ne cesse depuis la fin de la guerre froide d'être partagé en deux centres de gravités, l'un plutôt oriental d'une part l'un plutôt occidental d'autre part.

La question de l'eupérisation des cultures mémorielles

Bien qu'une discussion intensive soit menée depuis plusieurs années sur des *lieux de mémoire* européens et que différents ouvrages aient été entre-temps publiés sur ce sujet, toutes les tentatives de fonder une culture mémorielle embrassant l'ensemble de l'Europe se sont jusqu'à présent enlisées⁵⁰. Ces tentatives s'exposent le plus souvent au reproche de fournir complaisamment un instrument pour la politique identitaire de Bruxelles – sur laquelle beaucoup portent un regard critique. Même lorsque le jugement est moins sévère, l'on n'attribue à la diffusion de représentations historiques transnationales que des chances de réussite très minces⁵¹. Différentes propositions cherchent cependant tout de même, compte tenu des tendances centrifuges qui parcourent l'histoire européenne la plus récente, à faire avancer vers son terme l'eupérisation des cultures mémorielles. C'est dans ce contexte que s'enracinent entre autres les travaux de Claus Leggewie, politiste à l'université de Giessen, selon lequel les grandes catastrophes du long XX^e siècle pourraient servir de points d'ancrage et de départ pour fonder une conscience historique européenne. Leggewie croit qu'il pourrait être possible, en prenant en compte l'histoire des migrations mais aussi celle de la « *success story* européenne » depuis 1945, de poser les bases d'une identité européenne du « plus grand peuple pas encore entièrement constitué au monde »⁵².

47. Ernst Hillebrand (dir.), *Rechtspopulismus in Europa : Gefahr für die Demokratie ?*, Bonn, Dietz, 2015.

48. Mathias Beer, « Flucht und Vertreibung Eine deutsche Streitgeschichte », dans *Diskurse über Zwangsmigrationen in Zentraleuropa. Geschichtspolitik, Fachdebatten, literarisches und lokales Erinnern seit 1989*, dir. Peter Haslinger, München, Oldenbourg, 2008, p. 261-277.

49. Peter Haslinger, « Opferkonkurrenzen und Opferkonjunkturen. Das Beispiel von "Flucht und Vertreibung" in Deutschland seit 1990 », *Geschichte in Wissenschaft und Unterricht*, 2011, p. 176-190.

50. Heinz Duchhardt et al. (dir.), *Europäische Erinnerungsorte*, Berlin, De Gruyter, 2012. Voir également Étienne François, « Sich der Herausforderung der europäischen Erinnerungen stellen », dans *Deutsch-polnische Erinnerungsorte*, vol. 4, *Reflexionen*, dir. Hans Henning Hahn et Robert Traba, Paderborn, Schöningh, 2013, p. 69-76.

51. Konrad H. Jarausch et Thomas Lindenberger, « Contours of a Critical History of Contemporary Europe. A Transnational Agenda », dans *Conflicted Memories. Europeanizing Contemporary Histories*, dir. id., New York, Berghahn, 2007, p. 1-20.

52. Claus Leggewie, *Der Kampf um die europäische Erinnerung*, München, Beck, 2011.

Différentes raisons plaident cependant contre un tel optimisme, à commencer par les résultats de la nouvelle recherche sur les cultures mémorielles qui, au cours des années passées, a mis très clairement en lumière les différences entre l'Ouest et l'Est, mais aussi les contradictions internes au sein même des cultures nationales qui composent l'Europe. L'historien américain Alon Confino a certes pu défendre la thèse selon laquelle la Shoah aurait depuis les années 1980 remplacé la Révolution française, ou plus précisément se serait superposée à elle en tant qu'événement fondateur de la culture occidentale, le génocide Juif devenant ainsi une sorte de mémoire fondatrice pour l'Occident⁵³. Mais un regard critique dirigé aussi bien vers l'Europe orientale que l'Europe centre-orientale permet de montrer que la situation s'y présente sous un jour tout à fait différent. En effet, différentes vagues mémorielles y ont déferlé au cours des vingt-cinq dernières années environ, et elles ont débouché sur une querelle proprement endémique autour de l'installation de monuments, de la dénomination des rues et de projets de musées. C'est la mémoire des décennies de la domination des Soviétiques et de leurs partenaires des régimes communistes qui prime encore aujourd'hui en Europe de l'Est. Il était donc inévitable que les cultures mémorielles s'y focalisent avant tout sur les crimes du stalinisme et les décennies d'oppression de la société civile⁵⁴. Stefan Troebst, historien spécialiste de l'Europe de l'Est à l'université de Leipzig, a récemment mis en évidence à quel point un seul et même lieu de mémoire peut faire l'objet d'éclairages totalement discordants selon les différentes cultures interprétatives, en s'appuyant sur l'exemple du pacte germano-soviétique⁵⁵. Alors que le thème était largement ignoré en Europe de l'Ouest, le pacte germano-soviétique suscitait plutôt un refoulement à l'Est. Au centre du continent, il laissait au contraire encore une douloureuse cicatrice dans la société. C'est en effet seulement en Europe centrale et orientale que cet événement constitue un point de référence central de la culture mémorielle de l'État, des Églises, de la société civile, des familles et des individus, car il représente le début de la fin d'un court « âge d'or » d'indépendance nationale, d'autodétermination politique et de développement culturel qui n'avait commencé qu'en 1918. Dans l'ensemble, il a fallu quelque temps pour que les contemporains des bouleversements de 1989-1991 prennent conscience du fait que la fin de la guerre froide a également eu d'importantes répercussions sur la culture mémorielle à l'ouest de l'Europe. Depuis lors, ces dernières sont apparues clairement, même à l'extrême ouest du continent, c'est-à-dire surtout en Espagne, la loi du silence d'abord imposée a été brisée, ouvrant la voie à un virulent débat politique et social. Même dans les pays du nord de l'Europe, comparativement plus calmes politiquement et par conséquent souvent moins étudiés, de telles tendances ont pu être observées⁵⁶. La mémoire des régimes dictatoriaux, de la seconde guerre mondiale et de la période d'occupation continue par conséquent jusqu'à aujourd'hui de diviser les Européens en suivant le tracé des anciennes frontières entre les blocs, mais aussi à l'intérieur même des États-nations, la culture mémorielle qui constitue leur base étant souvent restée tout aussi disputée que celle d'une Union européenne envisagée comme supranationale⁵⁷. En

53. Alon Confino, *Foundational Pasts. The Holocaust as Historical Understanding*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012.

54. Erik K. Franzen et Martin Schulze Wessel (dir.), *Opfernarrative. Konkurrenzen und Deutungskämpfe in Deutschland und im östlichen Europa nach dem Zweiten Weltkrieg*, München, Oldenbourg, 2012.

55. Stefan Troebst (dir.), *Postdiktatorische Geschichtskulturen im Süden und Osten Europas. Bestandsaufnahme und Forschungsperspektiven*, Göttingen, Wallstein, 2010.

56. Robert Bohn et al. (dir.), *Vergangenheitspolitik und Erinnerungskulturen im Schatten des Zweiten Weltkriegs. Deutschland und Skandinavien seit 1945*, Essen, Klartext, 2008.

57. Hannah Maischein, *Augenzeugenschaft. Visualität, Politik. Polnische Erinnerungen an die deutsche Judenvernichtung*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2015.

outre, l'on ne saurait sous-estimer le danger que la tendance à une européisation des lieux des mémoires menée « d'en haut » provoque une résistance d'en bas et qu'une tendance à la re-nationalisation des cultures mémorielles se trouve ainsi favorisée⁵⁸.

Un regard sur l'ensemble des exemples et éléments examinés ici met clairement en évidence les grands obstacles qui continuent de se dresser sur la voie de ceux qui poursuivent le but d'une culture mémorielle européenne commune servant de liant politique. Il ne s'agit cependant en aucun cas de plaider pour une vision de la dichotomie Est-Ouest qui semblerait essentialiste, ni pour une conception qui verrait dans les cultures mémorielles nationales des unités purement statiques. Il est bien plus important de constater que les différences sociales, ethniques, sexuelles et générationnelles ont conservé partout leur poids au cours du second après-guerre, et que ceci s'est répercuté sur la forme des mémoires collectives et les points qu'elles ont pris pour référence. L'on ne doit de surcroît pas oublier que des événements tout à fait différents de la seconde guerre mondiale et de ses conséquences peuvent occuper le premier plan des mémoires collectives des membres des générations qui ont grandi après 1945. Ces derniers peuvent par exemple considérer l'année 1968, mais aussi la fin de la guerre froide, comme des moments tournants bien plus importants et significatifs de leur point de vue que l'année 1945. C'est seulement en tenant compte de ces facteurs et tendances, et en prenant précisément en considération les acteurs impliqués, que l'on peut tracer une carte mémorielle précise de l'Europe. Et c'est seulement en suivant cette voie qu'il est possible de se mettre sur la piste des dynamiques des cultures mémorielles ainsi que de leurs tendances régionales, nationales, mais aussi transnationales.

Quel constat peut-on dégager finalement ? Tout d'abord le fait qu'un important travail de recherche continue d'être nécessaire afin de préciser ce qui se joue sous le concept général de culture mémorielle. Ceci concerne notamment le domaine de la transmission des mémoires au sein des écoles, des universités ainsi que des musées tout comme de l'ensemble des lieux au sein desquels l'histoire est traitée en public⁵⁹.

L'on peut en outre observer d'un point de vue critique la façon dont se dessine un entrelacement étroit entre science, morale et politique, qui ne peut qu'avoir un effet problématique, non seulement pour des raisons scientifiques, mais aussi compte tenu de l'avènement revendiqué de cultures mémorielles pluralistes. Une tâche importante revient dans ce contexte aux historiens, puisque l'enjeu est de protéger les cultures mémorielles afin de les empêcher de se réduire à une simple routine impérative qui tournerait à vide, ou à une culture étatique du souvenir qui serait purement affirmative. L'on en vient ce faisant à l'une des missions pour ainsi dire les plus classiques de l'Histoire, à savoir d'élaborer une conscience historique réflexive à destination de la société civile future. Cela n'a rien de nouveau, mais l'étude des cultures mémorielles permet de se le remémorer.

GOETHE-UNIVERSITÄT FRANKFURT/MAIN

58. Natan Sznajder, *Gedächtnisraum Europa. Die Visionen des europäischen Kosmopolitismus. Eine jüdische Perspektive*, Bielefeld, transcript, 2008.

59. Voir Alexandra Oeser, *Enseigner Hitler. Les adolescents face au passé nazi en Allemagne. Interprétations, appropriations et usages de l'histoire*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 2010.